

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Préface	11
Liste des principaux acronymes et abréviations	13
Sommaire	15
Introduction	17

PREMIÈRE PARTIE LE PATRIMOINE COMMUN DE LA NATION, UN STATUT POUR LES RESSOURCES MINIÈRES MARINES

Titre 1. Le patrimoine commun de la Nation, une notion unificatrice	49
Chapitre 1. La Nation, une notion transtemporelle et transpatiale.....	51
Section 1. Le caractère transtemporel de la Nation	51
I. La prise en compte de l'ensemble des générations par la notion de Nation.....	52
II. La représentation des générations futures	56
Section 2. Le caractère transpatial de la Nation.....	60
I. La place de la Corse dans la Nation.....	61
A. Le peuple corse	62
B. La langue corse.....	63
II. La place de l'outre-mer dans la Nation	65
III. Le caractère transpatial, une réponse aux spécificités locales	69
Chapitre 2. Le patrimoine commun, une notion transtemporelle et transpatiale	73
Section 1. Le caractère transtemporel du patrimoine commun	73
I. L'éclairage apporté par le droit civil.....	74
II. La prise en compte des générations futures	77
Section 2. Le caractère transpatial du patrimoine commun.....	79
I. L'éclairage apporté par le droit public	79
A. L'éclairage apporté par la notion de nationalisation.....	80
B. L'éclairage apporté par la notion de domaine public	81
II. La prise en compte de l'ensemble des composantes de la Nation.....	83

Titre 2. Les conséquences sur le régime des ressources minières marines.....	89
Chapitre 1. L'hypothèse d'un renvoi au Code de l'environnement.....	91
Section 1. La participation de la Nation à l'exploitation des ressources minières marines.....	92
I. La participation de la Nation à la prise de décision.....	93
A. Le rôle des collectivités locales dans la délivrance des titres miniers	93
B. La participation du public dans la gestion des ressources minières marines	98
II. La participation aux bénéfices	101
Section 2. La protection du patrimoine commun de la Nation	104
I. La protection des ressources minières marines.....	104
II. La protection de l'environnement marin	106
Chapitre 2. L'hypothèse d'un statut propre au droit minier.....	109
Section 1. L'inscription du patrimoine commun de la Nation dans le Code minier.....	109
I. La nature de la notion	109
II. La fonction de « guide » pour le législateur	113
Section 2. Les principes découlant du statut de patrimoine commun de la Nation.....	115
I. Des principes découlant des caractères transpatial et transtemporel de la notion de patrimoine commun de la Nation.....	115
II. Proposition de principes de gestion des ressources minières marines	117
Conclusion de la première partie	123

DEUXIÈME PARTIE

L'INTÉGRATION DES RESSOURCES MINIÈRES MARINES DANS LE PATRIMOINE COMMUN DE LA NATION

Titre 1. L'intégration totale des zones de souveraineté dans le patrimoine commun de la Nation	129
Chapitre 1. Le statut des zones de souveraineté en droit international.....	131
Section 1. Les droits de l'État côtier dans les zones de souveraineté.....	131
I. Les droits de l'État côtier sur la mer territoriale	131
A. Historique et délimitation de la mer territoriale.....	132
B. Le régime de la mer territoriale.....	134
II. Les droits de l'État côtier dans les eaux intérieures.....	136

Section 2. L'appartenance au territoire de l'État Côtier	137
I. Le statut de la mer territoriale, des oppositions doctrinales	138
II. Un statut précisé par la Convention sur le droit de la mer.....	140
Chapitre 2. Le statut des zones de souveraineté en droit interne.....	143
Section 1. L'appartenance partielle des zones de souveraineté au domaine public maritime	143
I. Le sol et sous-sol de la mer territoriale et des eaux intérieures	144
II. Les autres éléments constituant le domaine public maritime	145
III. Les propriétaires du Domaine Public Maritime.....	146
Section 2. L'appartenance des zones de souveraineté au patrimoine commun de la Nation.....	147
I. L'intégration du sol, sous-sol et ressources de la mer territoriale dans le patrimoine commun de la Nation.....	147
II. L'intégration de la colonne d'eau de la mer territoriale et des eaux intérieures dans le patrimoine commun de la Nation	148
Titre 2. L'intégration partielle des zones de droits souverains dans le patrimoine commun de la Nation	153
Chapitre 1. Les droits de l'État côtier sur les ressources minières marines des zones de droits souverains	155
Section 1. L'exploitation des ressources minières du plateau continental... 156	
I. Les droits de l'État côtier sur les ressources du plateau continental... 157	
A. Une notion émergeant des richesses potentielles de cette zone... 157	
1. La Convention sur le plateau continental du 29 avril 1958	159
2. La remise en cause de la Convention de Genève.....	161
B. Les droits de l'État côtier sur le plateau continental dans la Convention sur le droit de la mer.....	163
1. La notion de plateau continental	163
2. Le régime du plateau continental.....	164
II. Les droits de l'État côtier sur le plateau continental étendu.....	167
A. La définition du plateau continental étendu	168
B. La prise en compte de l'humanité par le régime du plateau continental étendu	170
C. Le plateau continental étendu français	171
Section 2. L'exploitation des ressources minières de la zone économique exclusive.....	173
I. La notion de zone économique exclusive	173
II. Le régime de la zone économique exclusive.....	175
III. Le cas français	177

Chapitre 2. Une intégration au patrimoine commun de la Nation limitée par l'absence de souveraineté.....	181
Section 1. L'intégration au patrimoine commun de la Nation des zones de droits souverains par le législateur	181
I. Les dispositions relatives aux eaux et milieux aquatiques et marins ..	182
II. Les « Politiques pour les milieux marins ».....	185
Section 2. Une intégration au patrimoine commun de la Nation contraire au droit de la mer.....	188
I. Des espaces au statut international incompatible avec une intégration dans le patrimoine commun de la Nation	188
II. L'intégration des seules ressources	190
Conclusion de la deuxième partie.....	195

TROISIÈME PARTIE

L'INTÉGRATION DES RESSOURCES MINIÈRES MARINES DES TERRITOIRES FRANÇAIS AUX STATUTS PARTICULIERS DANS LE PATRIMOINE COMMUN DE LA NATION

Titre 1. L'intégration au patrimoine commun de la Nation face aux revendications « externes »	201
Chapitre 1. L'intégration des ressources minières marines des Terres australes et antarctiques françaises	203
Section 1. L'impossible intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines de la Terre Adélie.....	207
I. L'internationalisation de l'Antarctique	207
II. Un statut international incompatible avec une intégration dans le patrimoine commun de la Nation.....	212
Section 2. L'intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines des îles Éparses.....	215
I. Les îles du canal du Mozambique	218
A. La position de Madagascar	219
B. La position française.....	222
C. La difficile incorporation au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines des îles du canal du Mozambique	227
II. L'île de Tromelin contestée à la France par Maurice.....	229
A. Le désaccord franco-mauricien.....	231
B. L'accord de gestion.....	232
C. Un contexte juridique compatible avec l'intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines de Tromelin.....	234

Chapitre 2. Les autres territoires internationalement contestés	237
Section 1. L'intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines de l'île de Clipperton.....	237
I. Une sentence arbitrale favorable à la souveraineté de la France	238
II. Une persistance des revendications mexicaines	241
III. Une intégration possible des ressources minières marines	243
Section 2. L'intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines de Mayotte et des îles Matthew et Hunter	244
I. L'intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines de l'île de Mayotte.....	244
A. La revendication de souveraineté des Comores	245
B. L'affaiblissement des revendications.....	247
C. Des répercussions sur les zones maritimes.....	249
II. L'intégration au patrimoine commun de la Nation des ressources minières marines des îles Matthew et Hunter	251
Titre 2. L'intégration au patrimoine commun de la Nation face aux revendications « internes ».....	257
Chapitre 1. Des territoires aux statuts défavorables à l'intégration des ressources minières marines	261
Section 1. La place de ces territoires d'Océanie au sein de la République française.....	261
I. Les particularismes de la Polynésie française.....	262
A. Les ressources minières marines en Polynésie française	262
B. Le statut de collectivité d'outre-mer dotée de l'autonomie	264
C. Les institutions polynésiennes	266
II. Les particularismes de la Nouvelle-Calédonie.....	268
A. Les ressources minières marines de la Nouvelle-Calédonie	269
B. Le statut de la Nouvelle-Calédonie	270
1. L'accord de Nouméa	271
2. La loi organique du 19 mars 1999	273
C. Les institutions de la Nouvelle-Calédonie.....	275
Section 2. L'avenir de ces territoires au sein de la France	277
I. La place de ces territoires au sein de la Nation française	277
II. Des territoires « à décoloniser ».....	281
A. Le rôle de l'ONU dans la décolonisation.....	281
B. La réinscription de la Nouvelle-Calédonie.....	284
C. La réinscription de la Polynésie française.....	285
D. Les conséquences de ces réinscriptions au regard de l'intégration au patrimoine commun de la Nation.....	287

Chapitre 2. Une intégration au patrimoine commun de la Nation inopportune	291
Section 1. Des patrimoines communs « locaux » en concurrence avec le patrimoine commun de la Nation	291
I. Le patrimoine commun de la Polynésie française	292
II. Le patrimoine de la Nouvelle-Calédonie.....	293
III. Les conséquences de ces oppositions pour l'intégration au patrimoine commun de la Nation.....	294
Section 2. Des spécificités en matière minière et d'emploi.....	296
I. Des territoires compétents en matière minière.....	296
A. Les compétences minières de la Nouvelle-Calédonie	296
B. Les compétences minières de la Polynésie française	299
II. La possibilité de favoriser l'emploi local	302
A. L'emploi local en Nouvelle-Calédonie.....	303
B. L'emploi local en Polynésie française.....	304
Conclusion de la troisième partie.....	307
Conclusion générale	309
Annexes	313
Bibliographie	319
Index	349
Table des matières	353